



Un sommet Canada-UE à Terre-Neuve sans aborder l'embargo européen sur le phoque?



L'Union européenne interdit le commerce des produits dérivés du phoque depuis 2009, au grand désarroi des chasseurs canadiens qui dénoncent cette réglementation.

PHOTO : LA PRESSE CANADIENNE / JONATHAN HAYWARD



Patrick Butler

Publié le 23 novembre 2023 à 6 h 23 HAT

Des représentants de l'industrie du phoque déplorent la décision de tenir à Terre-Neuve un sommet Canada-Union européenne sans faire de l'embargo sur les produits du phoque un sujet prioritaire.

Instaurée par l'Union européenne en 2009, l'interdiction du commerce des produits dérivés du phoque, basée sur des préoccupations éthiques, a privé des milliers de chasseurs canadiens de leur marché le plus important. L'industrie, surtout présente à Terre-Neuve et dans le Grand Nord, ne s'en est jamais remise.

Ne pas aborder la question épineuse du phoque pendant les deux jours de rencontres bilatérales, jeudi et vendredi, à Saint-Jean, enverrait « un message de manque complet d'égard envers les populations côtières », affirme Gil Thériault, directeur de l'Association des chasseurs de phoques intra-Québec. « Ça lance un message épouvantable. »

À lire aussi :

- Un coup de pouce d'Ottawa réjouit l'industrie du phoque
- Surpopulation de phoques gris : l'industrie de la pêche de T.-N.-L. sonne l'alarme
- Les consommateurs canadiens répliquent à l'embargo sur les produits dérivés du phoque

Selon des groupes représentant les chasseurs et les transformateurs canadiens, l'embargo est le fruit d'une campagne très efficace de la part des groupes animalistes, qui ont dépeint leur gagne-pain comme un massacre inhumain, alors qu'il s'agit, selon eux, d'une chasse durable, exploitée sans cruauté.

« Ces lois se basent sur la propagande », s'indigne Jim Winter, ex-président de la Canadian Sealers Association, soulignant que le contraste du sang rouge sur la banquise blanche permet des images chocs. L'interdiction perdure pour de prétendues raisons morales, mais n'a rien avoir avec la réalité, soutient celui qui a déjà milité devant différents parlements en Europe pour faire invalider l'embargo.



Jim Winter est l'ex-président de la Canadian Association of Sealers, un organisme représentant les chasseurs de phoques au Canada.

PHOTO : RADIO-CANADA / PATRICK BUTLER

Dion Dakins, président-directeur général de Carino, le seul transformateur de la viande et des produits de phoque qui reste à Terre-Neuve, reconnaît qu'il y a eu dans le passé des inquiétudes par rapport à la durabilité de la chasse aux phoques – dont des préoccupations détaillées dans un rapport [☞](#) publié en 2005 par un groupe des vétérinaires indépendants.

Il soutient, pourtant, que l'industrie a revu ses pratiques et qu'elle s'est depuis professionnalisée. De nombreux rapports démontrent que la chasse, scrutée à la loupe pendant des années, est éthique, explique-t-il.

« Le Canada a réagi aux critiques, nous avons amélioré nos pratiques », affirme Dion Dakins.

« Ottawa ne s'y intéresse pas »

Des fonctionnaires de l'Union européenne se sont adressés aux médias, mercredi, à la veille du sommet entre le premier ministre du Canada, la présidente de la Commission européenne et le président du Conseil européen. Ils ont dressé la liste des sujets les plus importants qui seront abordés pendant la rencontre à Saint-Jean, mais n'ont pas fait mention de la chasse aux phoques.

En réponse à une question de Radio-Canada, les fonctionnaires ont indiqué que des discussions sur le commerce des produits de phoque « pourraient avoir lieu », mais qu'il ne s'agit pas d'un « enjeu prioritaire ».

Radio-Canada a demandé au Bureau du premier ministre si Justin Trudeau allait discuter de l'embargo pendant le sommet. Notre demande a été redirigée vers le cabinet de la ministre des Pêches, qui n'a pas dit si la chasse aux phoques sera abordée pendant la rencontre.

« C'est un enjeu important ici, à Terre-Neuve-et-Labrador, mais ce n'est pas un enjeu à Ottawa », affirme Mike Kehoe, ancien haut fonctionnaire au ministère des Pêches de Terre-Neuve-et-Labrador. « Ottawa ne s'y intéresse pas. »

Explosion de la population de phoques

Gil Thériault souligne également que le déclin de l'industrie du phoque a mené à l'explosion de la population de l'animal au large de l'est du Canada. La présence en nombre de ces mammifères marins carnivores menace plusieurs espèces de poissons, selon le ministère des Pêches et des Océans.



Gil Thériault est directeur de l'Association des chasseurs de phoques intra-Québec.

PHOTO : RADIO-CANADA / ISABELLE LAROSE

« Un des facteurs principaux du non-rétablissement des stocks, c'est le surplus et la surpopulation du phoque. On a la plie canadienne, la limande, le hareng, le maquereau, la morue, on en a toute une liste », affirme Gil Thériault.

« Il y a environ 11 millions de phoques au large de l'est du Canada, à l'heure actuelle. Quels impacts est-ce qu'ils pourraient avoir sur les stocks commerciaux à Terre-Neuve-et-Labrador, au Nunavut et au Québec? » renchérit Dion Dakins.

Ce dernier affirme que le nombre de débarquements de phoques a diminué de façon importante dans les dernières années. En 2023, il n'y a eu que 40 000 débarquements. En 2008, avant que l'interdiction ne soit instaurée, il y en a eu 218 000.

Selon Dion Dakins, il reste seulement 2000 personnes qui participent activement à la chasse aux phoques.

« Si l'interdiction [de l'UE] a ces temps-ci un impact si important sur la durabilité des pêches commerciales, c'est peut-être le moment pour le Canada et l'Union européenne de s'asseoir ensemble et d'en discuter, » indique-t-il.

Shane Mahoney, dirigeant de l'organisme Conservation Visions et ancien chef de la recherche sur la faune du gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador, estime que des marchés existent encore pour les produits de phoque. Il ajoute pourtant que plus l'interdiction perdure, plus l'industrie perd les travailleurs, ainsi que les compétences et les connaissances dont elle a besoin pour se rétablir.



Patrick Butler